

LES ETUDIANTS DANS LA NATION

D EPUIS quelques années, en France, les étudiants ont pris conscience de la nécessité de rendre démocratique le recrutement de l'Enseignement.

Comment atteindre cette démocratisation ?

En changeant l'organisation de l'enseignement, en supprimant de mauvaises et archaïques habitudes psychologiques, enfin en repensant l'aide matérielle de l'Etat aux étudiants.

Quelle est l'arme dont dispose les étudiants pour atteindre ces buts ?

L'Union Nationale des Etudiants de France.

Accueillie avec scepticisme à la Libération, et parfois avec hostilité, il a fallu au syndicalisme étudiant s'imposer aux étudiants eux-mêmes, se faire connaître dans l'opinion publique et affirmer sa représentativité auprès des gouvernements.

Avec une rapidité spectaculaire bien à l'image de notre époque, le syndicalisme étudiant s'est développé et se trouve aujourd'hui officiellement reconnu au même titre que les autres syndicats.

Il se trouve appuyé par toutes les organisations : politiques, syndicales, professionnelles et culturelles, il a de nombreuses réalisations à son actif et constitue dans le syndicalisme en général l'événement le plus remarquable depuis la Libération.

De 1900 à aujourd'hui

En 1903, il y avait 30.000 étudiants, presque tous fils de familles largement aisées. Il y en a aujourd'hui 270.000, dont les deux tiers sont recrutés dans des familles appartenant à la classe moyenne ou supérieure (industriels, commerçants, professions libérales et cadres). Une faible minorité est recrutée parmi les fils d'ouvriers, 5 p. cent, et 0,5 p. cent parmi les familles d'ouvriers agricoles.

Naguère, l'étudiant faisait à juste titre figure de privilégié, dépensant plusieurs fois ce que gagnait un ouvrier, et l'on parlait de « jeunesse dorée ».

Aujourd'hui, l'étudiant est objectivement dans bien des cas un individu défavorisé ; en effet, plus de la moitié des étudiants ne disposent pas du minimum vital, un étudiant sur trois doit, pour vivre, travailler en dehors de ses études.

En 1900, on avait le loisir de s'attarder dans une vie estudiantine, de parfaire indéfiniment sa culture générale.

Maintenant, la course aux diplômes, la nécessité des spécialisations, le manque de professeurs, l'exiguïté des locaux, l'insuffisance d'équipement, en restaurants et cités universitaires, ainsi que les coûteux problèmes de l'installation, s'imposent à la majorité des étudiants dès leur rentrée en Faculté.

Plus nulle part on ne parle de l'insouciance des responsables étudiants, et le déroulement des congrès de l'U.N.E.F. montre l'ampleur des tâches abordées.

On peut situer le premier coup d'éclat qui marqua la renaissance de l'U.N.E.F. en tant que mouvement majeur au moment où elle traita directement avec le ministère de l'Education nationale de la participation des étudiants à l'administration de l'Université sans tenir compte de l'Union Patriotique des Organisations d'Etudiants.

Dans toute la France, simultanément, on commençait à parler de syndicalisme étudiant malgré l'opposition de quelques individualités traditionalistes. Les associations générales d'étudiants s'évadaient de la notion d'apolitisme démodé pour adopter l'attitude définie par un néologisme : l'apartitisme.

Cet apartitisme qui est la règle encore aujourd'hui à l'U.N.E.F. est fonction de la collaboration avec l'ensemble des mouvements politiques, confessionnels, syndicaux, et fournit la garantie de l'indépendance de l'association des étudiants vis-à-vis d'un parti ou d'une confession quelconque.

La doctrine de l'U.N.E.F.

L'U.N.E.F. reconnue, il lui restait à créer une doctrine neuve, c'est ce qui a été accompli avec la charte du Congrès de

Grenoble de Pâques 1946. La charte de Grenoble a établi la base, les moyens d'action et les fonctions du mouvement syndical étudiant qui ont permis de fixer une ligne politique générale dont l'U.N.E.F. ne s'est jamais plus écartée.

Les déclarations des dirigeants de l'U.N.E.F. n'apportent pas en elles-mêmes les solutions en face des besoins, il y a pour l'U.N.E.F., en permanence, de gros efforts à faire, bien des méfiances à dissiper, bien des prétentions à abattre, tel que le risque de mainmise des partis politiques, bien d'illogiques et pernicieuses rivalités à faire disparaître, telles que les tentatives de clivage, mais comme dans le passé, la revendication est permanente car les conditions matérielles des étudiants sont toujours de plus en plus pénibles et font cruellement sentir la nécessité d'une action appuyée sur une doctrine solide.

Le jeune travailleur intellectuel se considère dès lors comme appartenant à l'élite, il a droit à des avantages qui correspondent à une élite réelle puisqu'il travaille pour acquérir la meilleure compétence technique dans sa spécialité, afin d'en faire profiter, dans l'esprit le plus généreux et désintéressé, l'ensemble du pays.

L'avant-garde de la jeunesse

L'étudiant a le droit à la liberté dans ses études, dans ses moyens d'expression et dans la recherche de la vérité, mais seulement s'il se fait un devoir de propager cette vérité et de défendre cette liberté en toutes circonstances, et ses responsabilités sont immenses puisqu'il se trouve placé à l'avant-garde de la jeunesse. Ces principes sont la base de l'action journalière de l'U.N.E.F., et, suivant la politique que pratiquent les gouvernements, il peut y avoir coïncidence ou opposition fondamentale, mais l'U.N.E.F. n'a pas le droit, par opportunisme ou pour défendre une quelconque subvention, de s'aligner sur des positions qui seraient contraires à l'honneur et à l'honnêteté intellectuelle. Cette recherche de la liberté est un droit sacré pour les responsables de l'U.N.E.F., non seulement sur le plan national, mais par solidarité avec les étudiants du monde, partout où se manifeste l'oppression. Nous voyons la polyvalence des responsabilités de l'U.N.E.F., et la nécessité pour le mouvement de multiplier le contact avec l'ensemble des forces vives.

La première démonstration d'envergure de la force de l'U.N.E.F. fut faite lors de l'obtention pour les étudiants du droit à la Sécurité sociale, grâce à l'appui des syndicats et avec l'accord unanime des partis politiques.

L'action du mouvement, étudiant déborde donc constamment le cadre strict de l'enseignement supérieur, et au moment où une planification démocratique s'impose, l'U.N.E.F. doit considérer le problème de la jeunesse dans son ensemble, sans pour autant l'isoler, mais en l'envisageant dans le contexte national.

En dénonçant l'insuffisance du budget de l'Education nationale, l'U.N.E.F. exerce un choix politique que personne ne conteste plus, et elle préconise la mise en œuvre d'un service national d'enseignement. L'Education nationale doit assurer à tous les mêmes chances. Il importe que l'enseignement soit réellement pris en charge par la nation. Il doit être un véritable service public. La démocratisation de l'enseignement sera effective lorsque l'aide directe de l'Etat se manifesterait sous la forme de l'allocation d'études qui remplacerait le système périmé et inefficace des bourses. Il faudra que l'aide indirecte en matière de logements et de restaurants universitaires soit dotée d'un budget suffisant, et que l'on rétablisse la cogestion des œuvres universitaires.

Et ce n'est pas la remise en cause par M. Fouchet de cette cogestion étudiante qui grandira le ministre de l'Education nationale.

Le syndicalisme étudiant face aux problèmes politiques

La politique gouvernementale actuelle est une politique de l'autruche. Que penser d'une méthode qui consiste à contester la représentativité des dirigeants de l'U.N.E.F. et de tenter de les empêcher de s'exprimer en les convoquant chez un juge d'instruction après une manifestation ?

S'il suffisait de supprimer l'U.N.E.F. pour voir les problèmes de l'Education nationale résolus, on pourrait comprendre les procédés du gouvernement. Mais rien ne justifie ni les insuffisances de crédit, ni la satisfaction qu'exprime le ministre, ni la répression qui s'exerce de diverses manières contre l'U.N.E.F.

Pour arriver à la démocratisation de l'enseignement et continuer sa lutte,

l'U.N.E.F. devra, peut-être, réviser son organisation interne. Dans le passé, la cellule de base était l'Association générale des Etudiants ; dans l'avenir, nous verrons peut-être l'évolution se faire vers une Fédération de ses offices. Les offices regroupent, au sein de l'U.N.E.F., les étudiants par spécialités universitaires : Office du droit, des lettres, de médecine, etc.

Cette nouvelle structure se rapproche davantage de l'organisation traditionnelle des syndicats ; exemple : Fédération du Livre, Métallurgie, etc. Mais, de toutes façons, il faut avoir foi dans ce mouvement

et dans ses responsables élus librement, et nous devons apporter notre aide. Pour nous, qui appartenons à la « Famille socialiste », les deux aspects de l'action de l'U.N.E.F., l'un sur le plan syndical et l'autre d'avant-garde de la jeunesse, nous réconfortent et nous apportent chaque jour la preuve que ce mouvement reste un des instruments de la lutte pour le rétablissement de la démocratie dans ce pays.

Guy PENNE

*Membre du Comité directeur
du centre d'action institutionnel,
Ancien président de l'U.N.E.F.*

Tribune Socialiste n° 174

21 décembre 1963